

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

FEVRIER 2006

FINANCES

Maîtrise de la dépense publique locale : les recettes de Carrez et Méhaignerie

Après la publication du rapport Pébereau, qui chiffre la dette à 1.100 milliards d'euros, le rapporteur du budget et le président de la commission des Finances (UMP) de l'Assemblée veulent pénaliser les collectivités locales qui augmentent trop la pression fiscale, en jouant sur la DGF.

Les Echos
25/02/2006

Comment rééquilibrer les comptes publics

Un traitement de choc est nécessaire.

Les Echos
17/02/2006

RMI : Villepin accorde 1,5 milliard sur trois ans aux départements

Pour la seconde fois en trois mois, l'Etat vient de consentir une rallonge budgétaire aux départements pour financer le RMI, à la charge des conseils généraux depuis 2004.

Les Echos
13/02/2006

MM. Pierre MEHAIGNERIE et Gilles CARREZ, respectivement président de la commission des Finances et rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale, proposent notamment un élargissement des compétences du Comité des finances locales

Ils préconisent une réflexion pour "revenir à des dotations simplifiées qui prendraient en compte, au terme de 15 ans, trois ou quatre critères seulement dont le potentiel fiscal et le revenu par habitant".

Bulletin Quotidien
24/02/2006

Décentralisation : quelle compensation financière en 2006 ?

La circulaire du 31 décembre 2005 rappelle les principes de la compensation financière des transferts de compétences ; les modalités opératoires de la compensation financière ; les montants retenus pour chacun des départements et chacune des régions concernés s'agissant de la compensation financière de chaque transfert de compétences entré en vigueur en 2005 et 2006

La Quinzaine Juridique
06/02/2006

La hausse de la fiscalité devrait être plus modérée en 2006

Le taux des impôts locaux devrait augmenter en moyenne de 2 % cette année, selon la note de conjoncture Dexia Crédit Local. La situation financière des collectivités reste bonne

La Tribune
01/02/2006

La pression fiscale locale croîtra de 2 % en moyenne en 2006

L'augmentation moyenne des taux des impôts locaux devrait atteindre 2 % cette année, contre 3,1 % l'an dernier, selon Dexia Crédit Local. Les régions restent en tête de peloton, avec une augmentation attendue de 7,5 %

Les Echos
01/02/2006

Compensation financière des transferts de compétences prévue, pour 2006, par la loi relative aux libertés et responsabilités locales

Circulaire du 31 décembre 2005

Le Moniteur
17/02/2006

FISCALITE LOCALE

La hausse de la fiscalité devrait être plus modérée en 2006

Le taux des impôts locaux devrait augmenter en moyenne de 2 % cette année, selon la note de conjoncture Dexia Crédit Local. La situation financière des collectivités reste bonne

La Tribune
01/02/2006

La pression fiscale locale croîtra de 2 % en moyenne en 2006

L'augmentation moyenne des taux des impôts locaux devrait atteindre 2 % cette année, contre 3,1 % l'an dernier, selon Dexia Crédit Local. Les régions restent en tête de peloton, avec une augmentation attendue de 7,5 %

Les Echos
01/02/2006

TP : une réforme douloureuse pour les grandes intercommunalités

La réforme de la taxe professionnelle, qui constitue presque leur seule ressource fiscale, frappe très inégalement les 40 communautés de plus de 150.000 habitants. Celles d'Ile-de-France gardent un espace de manœuvre plus confortable

Les Echos
06/02/2006

Ile-de-France : la fiscalité régionale s'emballe pour la deuxième année

Le budget 2006 de l'Ile-de-France (3,7 milliards d'euros) adopté vendredi dernier ne satisfait visiblement personne. C'est la hausse de 28,3 % de la fiscalité qui provoque la grogne

Les Echos
06/02/2006

L'évolution de la fiscalité régionale

MM. Pierre MEHAIGNERIE, président de la Commission des finances et Gilles CARREZ, rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale, ont présenté hier des propositions pour la fiscalité locale

Bulletin Quotidien
24/02/2006

Elus locaux : conséquences de la nouvelle définition du revenu fiscal de référence...

Réponse ministérielle - Question de M. Gérard Léonard - JO AN du 10/01/2006 p. 239

La Quinzaine Juridique
20/02/2006

Aux limites de la démocratie

Les communes et les collectivités territoriales dans leur ensemble ne sont pas égales devant les ressources de l'impôt local, selon qu'elles sont pourvues ou non de grandes entreprises, de grands équipements etc.

Le Tout Lyon en Rhône-Alpes

18/02/2006

 **Possibilité de bénéficier du Fonds de compensation pour la TVA**

ARRÊT N° 267163 DU 7 NOVEMBRE 2005

Le Moniteur

24/02/2006

 **Conditions d'exercice du droit à déduction de la TVA**

Instruction fiscale n° 3-D-1-06

Le Moniteur

24/02/2006

La gestion de fait à l'hôpital

Dans un établissement public de santé, il existe un risque permanent de gestion de fait, qu'elle concerne l'encaissement des recettes par des agents hospitaliers non habilités, les nombreuses associations qui gravitent autour de l'hôpital ou encore la gestion des dossiers des personnes hospitalisées sous tutelle. Plus qu'ailleurs, la vigilance du chef d'établissement, ordonnateur des dépenses et des recettes, est ici de rigueur pour éviter une procédure pouvant aboutir à des sanctions, notamment financières.

AJDA

06/02/2006

Réflexions sur la gouvernance des programmes (méthodes, outils, procédures à la disposition des responsables de programme afin de mobiliser les réseaux déconcentrés)

Un nombre important de programmes devra être mis en œuvre pour tout ou partie par des services déconcentrés de l'Etat. Les responsables de programme concernés doivent donc disposer de dispositifs de gouvernance adaptés à la mobilisation de ces services au bénéfice de la performance du programme.

La Revue du Trésor

01/02/2006

La démarche des budgets opérationnels de dépense (BOP) : une gestion publique en prise directe avec les réalités des services et des territoires

Elément du nouveau cadre de gestion induit par la LOLF, le budget opérationnel de programme est l'un des Instruments de pilotage et de mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques en prise directe avec les réalités administratives et territoriales. Avec la LOLF et la dynamique de modernisation dont elle est porteuse, le BOP offre le cadre d'une gestion publique " nouvelle génération ", fondée sur un dialogue de gestion rénové et une déconcentration renforcée des décisions et des actes de gestion. A l'heure du déploiement de la gestion 2006, le BOP s'impose déjà comme une des grandes innovations induites par la LOLF

La Revue du Trésor

01/02/2006

Qualité comptable et contrôle interne comptable dans le cadre de la loi organique sur les lois de finances

La maîtrise des procédures comptables est un enjeu majeur dans la mise en œuvre du volet comptable de la loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001 (LOLF). C'est en effet une condition indispensable pour améliorer la qualité des comptes de l'Etat et parvenir ainsi à leur certification par la Cour.

La Revue du Trésor

01/02/2006

COPERNIC : point d'étape à mi-parcours

Le programme COPERNIC a été lancé en 2000 avec l'objectif premier de construire en dix ans, par une démarche progressive, un nouveau système d'information fiscal unique, commun et partagé par la Direction générale des Impôts (DGI) et la Direction générale de la Comptabilité publique (DGCP), centré sur le " compte fiscal " et permettant de dépasser les handicaps majeurs identifiés dans l'informatique fiscale historique.

La Revue du Trésor

01/02/2006

Règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales : (modification de la partie réglementaire du CGCT)

Décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005

Le Moniteur

17/02/2006

Règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales: (modification des première, deuxième et troisième parties du CGCT)

Décret N° 2005-1662 du 27 décembre 2005

Le Moniteur

17/02/2006

 **Gestion de fait : l'origine de la procédure**

Les collectivités désormais sensibilisées au risque de gestion de fait, qui est, rappelons le, une irrégularité comptable et non un délit de nature pénale, doivent néanmoins connaître comment est engagée cette procédure, et qui peut en être à l'origine.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations

28/02/2006

 **Comptabilisation des intérêts courus non échus : quelques précisions...**

Circulaire du 24 janvier 2006 relative aux compléments apportés à la circulaire d'accompagnement du 31 décembre 2005 sur le traitement budgétaire du changement du mode de comptabilisation des intérêts courus non échus (ICNE) (NOR : MCTB0600006C; non publiée au JO)

La Quinzaine Juridique

20/02/2006

CONSOLIDATION

L'administration fiscale dopée à l'informatique

Copemic, l'un des projets les plus évolués en matière d'e-administration, est en train de modifier radicalement l'organisation des services fiscaux. Système d'information unique, il bouleverse aussi les relations entre agents et " usagers "

L'Agefi

11/02/2006

Les échanges électroniques avec l'administration succèdent aux déclarations par voie télématique de la " loi Madelin "

Pris en application de l'article 3 du nPLH2 ", le projet préparé par l'Agence pour le développement de l'administration électronique (ADAE) pour dessiner le cadre général des téléprocédures avait été mis en consultation publique en février-mars 2005. Nous l'avions décrit : et commenté dans ces colonnes (I). Ce texte a connu son aboutissement sous la forme ; de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre ; les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives.

Revue Lamy Droit de l'Immatériel

01/02/2006

L'administration électronique poursuit sa marche

Des échanges sécurisés, l'Ordonnance du 8 décembre 2005 représente un nouveau pas dans la mise en place de l'administration électronique. L'objectif est toujours la simplification des démarches administratives. Les usagers peuvent désormais faire des requêtes auprès des administrations par voie électronique, et obtenir des réponses par la même voie. Quand l'administration répond par la voie électronique, elle ne doit pas oublier d'envoyer un accusé de réception par voie électronique dans lequel sont mentionnées les voies de recours, sous peine de voir les délais de recours non déclenchés.

La Gazette des Communes

27/02/2006

RESSOURCES HUMAINES

Transfert et mise à disposition de personnel : quelles incidences en terme de gestion du personnel et de responsabilités ?

Il s'agit ici de dresser un état des lieux du cadre législatif et réglementaire qui s'applique au transfert des personnels TOS aux départements et régions, opéré par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004.

Collectivités Territoriales (Lamy)

01/02/2006

La reprise en régie d'un service et les contrats de travail: compétence du juge judiciaire

TA Caen 15 novembre 2005, Société CGEA Onyx, n° 0400301.

AJDA

13/02/2006

Le maire entrepreneur reste un profil atypique

Coup de projecteur sur les maires patrons au moment où se tient jusqu'au 3 février le Salon des entrepreneurs au Palais des Congrès à Paris

La Tribune

01/02/2006

Privé-public : deux mondes parallèles ?

Le secteur public aurait tout à gagner d'un brassage des cultures avec le privé

La Tribune

02/02/2006

INTERCOMMUNALITE

Les conditions de retrait d'une commune membre d'une communauté d'agglomération

La violation du règlement intérieur de la commission départementale de la coopération intercommunale n'entache pas d'illégalité l'arrêté du préfet autorisant le retrait d'une commune d'une communauté d'agglomération en application de l'article L. 5216-7-2 du code général des collectivités territoriales, dans la mesure où cette irrégularité n'a pas eu d'influence sur le sens de l'avis émis

AJDA

06/02/2006

Services publics : les intercommunalités délèguent davantage que les villes

La gestion des principaux services publics locaux est plus souvent confiée au privé quand ceux-ci relèvent de la compétence communautaire que lorsqu'ils n'ont pas quitté le giron municipal

Les Echos

03/02/2006

Délégation des aides à la pierre. Où vont les collectivités locales ?

Depuis le 1er janvier 2005, les intercommunalités et les départements peuvent gérer et attribuer les aides publiques à la pierre dans le cadre d'une convention signée avec l'Etat. Un choix qui n'est pas sans risque, compte tenu de la pénurie foncière et des objectifs ambitieux du plan de cohésion sociale.

Le Moniteur

24/02/2006

L'intercommunalité à fiscalité propre concernait 89 % des communes et 85 % de la population française au début de l'année

M. Brice HORTEFEUX, ministre délégué aux Collectivités territoriales, a présenté au Conseil des ministres d'hier, une communication relative au bilan de l'intercommunalité au 1er janvier 2006.

Bulletin Quotidien

16/02/2006

Les services publics locaux dans les villes moyennes et leurs intercommunalités : un état des lieux de la fédération des maires des villes moyennes

Pour les villes moyennes, le choix de l'échelon et du mode de gestion des services publics revêt une importance d'autant plus importante que les moyens humains et financiers sont "comptés", explique M. Bruno BOURG-BROC, député-maire de Châlons-en-Champagne

Bulletin Quotidien

03/02/2006

Un syndicat mixte peut-il adhérer à un autre syndicat mixte ?

Réponse ministérielle - Question de M. Jean-Louis Masson - JO Sénat du 10/11/2005 p. 2914

La Quinzaine Juridique

06/02/2006

Nouveaux EPCI : payer les dépenses avant le vote du budget...

La circulaire du 18 janvier 2006 a pour objet de répondre aux questions relatives au paiement des dépenses avant le vote du budget des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)1 nouvellement créés, issus de transformation ou de fusion d'anciens EPCI ou qui étendent leur périmètre ou leurs compétences au 1er janvier 2006 ou au cours de l'exercice 2006. Elle intègre les cas de changement de périmètre introduits par la loi du 13 août 2004.

La Quinzaine Juridique

20/02/2006

MIN de Rungis : l'Etat va perdre la majorité

La concession accordée par l'Etat à la société a été prolongée jusqu'en 2034.

Les Echos

28/02/2006

ASSOCIATIONS

MIN de Rungis : l'Etat va perdre la majorité

La concession accordée par l'Etat à la société a été prolongée jusqu'en 2034.

Les Echos

28/02/2006

Reprise d'une association : quelles règles pour quel jeu ?

Alors que l'application des dispositions de l'article L 122-12 du Code du travail a pu poser de nombreuses difficultés, la loi du 26 juillet 2005 autorise désormais les personnes publiques à maintenir, lorsque celles-ci reprennent en gestion directe une activité de service public à caractère administratif précédemment confiée à un tiers, les contrats de travail à durée , indéterminée existant au sein notamment d'associations si les conditions d'application de l'article L. 122-12 susvisé sont réunies.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations

28/02/2006

Associations : La nécessaire convention d'objectifs

Le versement de subventions publiques à des personnes morales de droit privé est soumis à des obligations précises, renforcées par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, puis modifiées par la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 et, plus récemment encore, par l'ordonnance n° 2005-856 du 28 juillet 2005 (article 6), applicable depuis le 1er janvier 2006.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations

28/02/2006

Associations sous influence publique et mise en concurrence des marchés

Les associations sous influence publique, nouveaux pouvoirs adjudicateurs reconnus par l'ordonnance du 6 juin 2005, auront dû patienter jusqu'à la fin de l'année pour connaître les modalités de passation de leurs marchés. Les conditions d'application de ces derniers sont calquées sur celles des marchés publics.

Associations mode d'Emploi

15/02/2006

DELEGATIONS

✚ **Aucun motif d'intérêt économique général ne permet l'attribution directe d'une concession de gaz**

Afin de ne pas fausser la concurrence, le tribunal administratif de Caen vient de décider que l'attribution d'une concession de distribution de gaz à Gaz de France nécessite une procédure de mise en concurrence.

AJDA

06/02/2006

✚ **Le prix de l'eau dans les grandes villes en question**

Selon une étude publiée le 30 janvier dernier par l'UFC-Que Choisir, les prix de l'eau pratiqués dans les 31 plus grandes villes de France seraient beaucoup trop élevés. De son côté, le Syndicat des Entreprises de Services d'Eau et d'Assainissement (SPDE) conteste les conclusions de l'enquête et rappelle que le prix de l'eau en France se situe dans la moyenne européenne.

L'Eau, l'Industrie, Les Nuisances

01/02/2006

✚ **Les EPTB, des acteurs de l'eau qui montent en puissance**

Officiellement reconnus en 2003 comme acteurs de la politique de l'eau à l'échelle des bassins et sous-bassins, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) font l'objet d'une nouvelle circulaire précisant les modalités de leur mise en œuvre et les relations que l'État doit entretenir avec eux

L'Eau, l'Industrie, Les Nuisances

01/02/2006

✚ **Une portion de l'autoroute A88 sera concédée**

La portion de la future autoroute entre Caen (Calvados) et Sées (Orne) sera payante entre Falaise et son raccordement à l'A28 Rouen-Alençon. La décision vient de faire l'objet d'un accord entre l'Etat et les collectivités locales. L'autoroute devrait être terminée, au plus tard, fin 2009.

Les Echos

24/02/2006

✚ **Suez-Gaz de France : un champion mondial sur les rails**

La fusion entre les deux groupes, annoncée samedi par Dominique de Villepin, donnera naissance au premier énergéticien européen en termes de chiffre d'affaires et se traduira par une privatisation de Gaz de France. Thierry Breton reçoit ce matin les cinq fédérations syndicales de l'énergie.

La Tribune

27/02/2006

✚ **Transfert au secteur privé de la participation majoritaire détenue conjointement par l'Etat et Autoroutes de France au capital de la société SANEF**

Décret n° 2006-98 du 2 février 2006

Le Moniteur

17/02/2006

✚ **Responsabilité de la puissance publique en raison d'une concession déclarée nulle**

Arrêt n° 262360, 263709 du 16 novembre 2005

Le Moniteur

24/02/2006

✚ **Le contrat "in house" dans un corset étroit**

La théorie du contrat "in house" permet à une collectivité publique de confier un contrat, sans mise en concurrence, à une entité sur laquelle elle exerce un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services, et qui réalise pour elle l'essentiel de ses activités. La jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes est très stricte, notamment sur la notion de "contrôle analogue", réduisant d'autant ces hypothèses de marchés quasi-internes

Le Moniteur

03/02/2006

Concessions d'aménagement : une passation risquée

De très nombreux articles de doctrine ont entouré la réforme des conventions publiques d'aménagement issue de la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005, soit en l'anticipant par le commentaire de l'arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux du 9 novembre 2004, soit en la prolongeant dans l'attente des décrets d'application dont l'absence plus de trois mois après la réforme ne permet pas encore qu'elle soit mise en oeuvre.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations
28/02/2006

Concession de services publics à une société appartenant à la commune : pas de mise en concurrence ?

Une autorité publique ne peut pas attribuer, sans mise en concurrence, une concession de services publics à une société par actions issue de la transformation d'une entreprise spéciale de cette autorité publique, société dont l'objet social a été élargi à de nouveaux domaines importants, dont le capital doit obligatoirement être ouvert à court terme à d'autres capitaux, dont le domaine territorial d'activités a été élargi à l'ensemble du pays ainsi qu'à l'étranger et dont le conseil d'administration possède de très amples pouvoirs de gestion qu'il peut exercer de manière autonome.

La Quinzaine Juridique
06/02/2006

L'aéroport de Toulouse-Blagnac sera saturé en 2030

Le préfet tente d'engager la concertation avec les collectivités locales pour réfléchir à une réserve foncière destinée à une nouvelle plate-forme.

Les Echos
13/02/2006

La propreté n'a pas de secret pour Groupe Pizzorno Environnement

Le groupe, qui s'est introduit en Bourse en juillet 2005, est le premier prestataire privé du Maroc. Il vient d'y remporter un appel d'offres de 150 millions d'euros

La Tribune
10/02/2006

Séché recycle les déchets en pépites

Depuis 2006, tous les incinérateurs français doivent être aux normes d'émission de gaz polluants. Une réglementation de plus en plus

La Tribune
24/02/2006

L'Île-de-France prend en main les commandes de ses transports

La désignation aujourd'hui des 15 représentants de la région au Syndicat des transports marque la fin d'une crise financière puis politique de plus de huit mois. Il gère quelques 12 millions de déplacements quotidiens.

Les Echos
28/02/2006

Suez et Veolia Eau s'associent pour traiter les eaux usées de Budapest

La ville de Budapest vient de confier au consortium composé par Degrémont, OTV, Hidépitô du Groupe Vinci et Alterra du Groupe Colas, un contrat portant sur la conception, la construction et l'exploitation, pour une durée de 4 ans, de la plus importante station de dépollution des eaux usées du pays

L'Eau, l'Industrie, Les Nuissances
01/02/2006

Nouveaux contrats pour Veolia Eau en Chine et aux Émirats Arabes Unis

Ce contrat de gestion des services d'assainissement est le tout premier à être confié à un opérateur privé. Il est significatif de l'ouverture des pays du Golfe à la délégation des services d'eau, traditionnellement gérés par l'autorité publique " a précisé Antoine Frérot Directeur Général de Veolia Eau

L'Eau, l'Industrie, Les Nuissances
01/02/2006

Les établissements publics de coopération culturelle : premier bilan

La loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle a créé une nouvelle structure juridique permettant un partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales en matière culturelle. Un rapport d'information sénatorial du 19 octobre 2005 fait le bilan de trois années d'application de la loi. Le rapporteur met en lumière un certain nombre de lacunes de la loi et fait des propositions qui seront reprises dans une prochaine proposition de loi.

AJDA

06/02/2006

L'atténuation du risque financier de nullité du contrat de partenariat par l'engagement indemnitaire de la partie publique

Les contrats de partenariat sont, peut-être encore plus que d'autres contrats administratifs, sujets au risque d'annulation en raison des conditions de leur passation ou des justifications mêmes de leur utilisation. Pour favoriser le développement et le financement de ces contrats, les parties pourraient avoir intérêt à prévoir et convenir en amont les conséquences d'une telle situation au travers d'un engagement d'indemnisation pris par la personne publique

AJDA

20/02/2006

L'hôpital de Nantes se lance dans une décennie de grands travaux

Le CHU démarre une série de chantiers d'un montant de 200 millions d'euros. Une deuxième phase de travaux, d'environ 250 millions d'euros, est prévue à l'horizon 2013. C'est aussi l'occasion de réorganiser certaines filières de soins.

Les Echos

13/02/2006

Contrats de partenariat : Les collectivités locales entrent dans la course

François Bergère, secrétaire général de la MAPPP, a rappelé que la taille du projet ne constituait en aucun cas une justification du recours au contrat de partenariat.

Le Moniteur

17/02/2006

Le Cadre noir de Saumur, c'est aussi une entreprise

Le Cadre noir est à lui seul un centre de formation équestre de renommée mondiale, une entreprise de spectacle et une marque déposée. Le tout, au sein de l'Ecole nationale d'équitation.

L'Entreprise

28/02/2006

Notification aux comptables publics assignataires des cessions de créances relatives aux contrats de partenariat ou aux contrats mentionnés au 1er alinéa de l'article L 6148-5 du code de la santé publique

Décret n° 2006-22 du 5 janvier 2006

Le Moniteur

24/02/2006

Egalité des sexes : une différence de taille !

CAA de Paris, 11 mars 2005, ministre de l'Intérieur c/Lopez Dorado, req n° OOPA03321.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations

28/02/2006

MARCHES PUBLICS

Qualification de marché public

CJCE 20 octobre 2005, Commission des Communautés européennes c/République française, aff. C-264/03
AJDA
06/02/2006

Un candidat n'ayant pas rempli ses obligations fiscales et sociales peut être exclu d'un marché public

La Cour de justice des communautés européennes (CJCE) vient, pour la première fois, de se prononcer sur la possibilité d'exclure d'un marché public de services des prestataires n'étant pas en règle avec le paiement des cotisations sociales et fiscales.

AJDA
20/02/2006

Le Code 2006 au Conseil d'Etat

Le Code 2006 des marchés publics a été transmis pour avis au Conseil d'Etat le 1er février 2006
Le Moniteur
10/02/2006

Associations sous influence publique et mise en concurrence des marchés

Les associations sous influence publique, nouveaux pouvoirs adjudicateurs reconnus par l'ordonnance du 6 juin 2005, auront dû patienter jusqu'à la fin de l'année pour connaître les modalités de passation de leurs marchés. Les conditions d'application de ces derniers sont calquées sur celles des marchés publics.

Associations mode d'Emploi
15/02/2006

Le contrat "in house" dans un corset étroit

La théorie du contrat "in house" permet à une collectivité publique de confier un contrat, sans mise en concurrence, à une entité sur laquelle elle exerce un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services, et qui réalise pour elle l'essentiel de ses activités. La jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes est très stricte, notamment sur la notion de "contrôle analogue", réduisant d'autant ces hypothèses de marchés quasi- internes

Le Moniteur
03/02/2006

Concessions d'aménagement : une passation risquée

De très nombreux articles de doctrine ont entouré la réforme des conventions publiques d'aménagement issue de la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005, soit en l'anticipant par le commentaire de l'arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux du 9 novembre 2004, soit en la prolongeant dans l'attente des décrets d'application dont l'absence plus de trois mois après la réforme ne permet pas encore qu'elle soit mise en oeuvre.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations
28/02/2006

Concession de services publics à une société appartenant à la commune : pas de mise en concurrence ?

Une autorité publique ne peut pas attribuer, sans mise en concurrence, une concession de services publics à une société par actions issue de la transformation d'une entreprise spéciale de cette autorité publique, société dont l'objet social a été élargi à de nouveaux domaines importants, dont le capital doit obligatoirement être ouvert à court terme à d'autres capitaux, dont le domaine territorial d'activités a été élargi à l'ensemble du pays ainsi qu'à l'étranger et dont le conseil d'administration possède de très amples pouvoirs de gestion qu'il peut exercer de manière autonome.

La Quinzaine Juridique
06/02/2006

✚ Modalités de financement des marchés publics : Quand leur mention est-elle obligatoire?

Dans une décision du 6 janvier 2006, le Conseil d'Etat confirme le caractère obligatoire de la mention, même succincte, des modalités de financement du marché dans les avis communautaires.

Le Moniteur
17/02/2006

✚ Publicité : quand le fond passe avant la forme

Après avoir sanctionné le moindre manquement formel aux règles de passation des marchés, le Conseil d'Etat accepte de prendre en compte l'impact effectif sur la mise en concurrence.

Le Moniteur
17/02/2006

✚ Les enseignements de la jurisprudence 2005

Encore une année riche en jurisprudence concernant l'univers de la construction et des marchés publics au Conseil de la concurrence.

Le Moniteur 17/02/2006

✚ Marchés publics : Quels sont les documents communicables?

Dans une décision du 4 juillet 2005, le Conseil d'Etat confirme qu'un agent public ne peut communiquer à un tiers le rapport de choix ou de présentation du marché, lorsque celui-ci contient des informations de nature à nuire aux intérêts des entreprises non retenues.

Le Moniteur
24/02/2006

✚ Communication de documents à l'issue d'une procédure de passation de marchés

Les conclusions de Mme Roui, commissaire du gouvernement, et la décision du 4 juillet 2005, du Conseil d'Etat, publiées ci-après, confirment qu'un agent public ne peut communiquer à un tiers le rapport de choix ou de présentation du marché, lorsque celui-ci contient des informations de nature à nuire aux intérêts des entreprises non retenues.

Le Moniteur
24/02/2006

✚ Indemnisation d'une entreprise illégalement évincée d'un marché public

CE 27 janvier 2006, Commune d'Amiens, n° 259374.

AJDA
13/02/2006

✚ Publicité : le bulletin municipal n'est pas suffisant

Réponse à la question n° 66941, JOAN, 6 septembre 2005, p. 8357, réponse à la question n° 18048, JO Sénat, 8 septembre 2005, p. 2306.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations
28/02/2006

✚ Le tragique destin de l'article 30 du Code des marchés publics

La réforme du Code des marchés publics est un exercice de transposition de la directive CE n°2004/18 du 31 mars 2004, relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services. Le pouvoir réglementaire a entendu s'affranchir de toute obligation de conformité en ce qui concerne certains services définis à l'article 30-11, exposant une nouvelle fois cet article à un risque d'annulation.

Collectivités Territoriales (Lamy)
01/02/2006

✚ Qualification de marché public

CJCE 20 octobre 2005, Commission des Communautés européennes c/République française, aff. 0-264/03

AJDA
06/02/2006

✚ Montant du marché

QE de Chartes-Ange Sinesy, JO de l'Assemblée nationale du 7 février 2006, p. 1338, n° 76390.

La Gazette des Communes
20/02/2006

 **Appel d'offres Cour administrative d'appel de Lyon, 29 septembre 2005, req. n°OOLY02073.**

La Gazette des Communes
13/02/2006

 **Réforme du Code : des propositions en faveur des PME**

Thierry Breton, le ministre chargé de l'Economie, présentera dans les prochaines semaines la réforme du Code des marchés publics
Le Moniteur
03/02/2006

 **Le bon choix entre groupement d'entreprises ou société en participation**

Les entreprises ayant obtenu un marché en groupement peuvent décider d'établir entre elles une convention de groupement ou des statuts de société en participation. Elles doivent réfléchir avec soin aux raisons de leur option, sous peine de sérieuses déconvenues financières.
Le Moniteur
03/02/2006

 **Réforme du Code: des propositions en faveur des PME**

Thierry Breton, le ministre chargé de l'Economie, présentera dans les prochaines semaines la réforme du Code des marchés publics.
Le Moniteur
03/02/2006

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

Consultation des électeurs

Décret n° 2005-1551 du 6 décembre 2005

Le Moniteur

17/02/2006

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Réforme du Code: des propositions en faveur des PME

Thierry Breton, le ministre chargé de l'Economie, présentera dans les prochaines semaines la réforme du Code des marchés publics

Le Moniteur
03/02/2006

Le bon choix entre groupement d'entreprises ou société en participation

Les entreprises ayant obtenu un marché en groupement peuvent décider d'établir entre elles une convention de groupement ou des statuts de société en participation. Elles doivent réfléchir avec soin aux raisons de leur option, sous peine de sérieuses déconvenues financières.

Le Moniteur
03/02/2006

Réforme du Code: des propositions en faveur des PME

Thierry Breton, le ministre chargé de l'Economie, présentera dans les prochaines semaines la réforme du Code des marchés publics.

Le Moniteur
03/02/2006

Poitou-Charentes muscle son dispositif d'aide aux PME

Deux conventions signées à Poitiers avec Oseo Anvar organisent les aides financières aux entreprises innovantes et permettent de tripler le fonds de garantie régional

Les Echos
03/02/2006

Les dispositifs d'intelligence économique gagnent du terrain

Un fichier des PME sensibles est en création afin de mieux les protéger. Des mesures visant à assurer le secret des affaires sont mises à l'étude. Et deux rapports parlementaires pourraient suggérer de nouvelles pistes de travail

La Tribune
06/02/2006

Dix défis à relever pour une France compétitive et solidaire

La Tribune et le Cercle des économistes ont organisé samedi au Sénat le colloque " Objectif croissance ". Parmi les propositions retenues : le soutien aux chômeurs créateurs d'entreprises, la réforme de l'université et le développement des pôles de compétitivité

La Tribune
06/02/2006

Oseo et la région Bretagne mettent en place des aides aux entreprises

Jean-Pierre Denis, le PDG d'Oseo, est venu à Rennes présenter le panel des outils d'accompagnement financier des entreprises bretonnes développés avec l'aide du Conseil régional de Bretagne

Les Echos
15/02/2006

La Gironde hésite à donner son feu vert à un village de marques

Le groupe Panthéon Retail souhaite édifier à Saint-André-de-Cubzac un complexe de 25.000 m2 dédié à la vente d'articles de marques à prix réduit. Le futur ensemble pourrait capter jusqu'à 3 ou 4 millions de visiteurs par an.

Les Echos
28/02/2006

Oseo, un guichet unique pour les PME

Né du rapprochement entre la BDPME, la Sofaris et l'Anvar, Oseo se veut capable de servir toute la gamme de financements des PME innovantes.

Le Nouvel Economiste

09/02/2006

✚ **Pôles de compétitivité : Aerospace Valley impose à l'Etat de nommer un interlocuteur unique**

Les dirigeants du pôle de compétitivité, commun à l'Aquitaine et à Midi-Pyrénées, ont obtenu que chaque projet de coopération labellisé soit examiné par un interlocuteur public unique en vue d'une décision de financement. Aerospace Valley a déjà défini 12 projets structurants et une quarantaine de projets de coopération.

Les Echos
08/02/2006

✚ **Plaidoyer en faveur d'un guichet unique pour les PME**

Devant les députés, la CGPME préconise la création d'un système de soutien aux PME, comparable au modèle existant aux États-Unis. Cet organisme permettrait notamment de fluidifier les canaux de financement.

La Tribune
09/02/2006

✚ **Les aides publiques pour l'emploi pourraient être encadrées**

Le Conseil d'orientation pour l'emploi propose la signature d'une convention pour lutter contre l'opportunisme des entreprises.

La Tribune
09/02/2006

✚ **Le devoir d'inventaire des aides locales aux entreprises**

Un récent rapport du Conseil d'orientation pour l'emploi préconise un travail systématique d'évaluation des dispositifs d'aides existants. Ils seraient plus de 2.500. Le Premier ministre a demandé un recensement avant le 1er septembre.

La Tribune
22/02/2006

✚ **Aides d'Etat et remboursement de taxes**

Dans son arrêt Casino du 27 octobre 2005, la Cour de Justice des Communautés européennes précise dans quelles conditions une taxe constitue une aide d'Etat.

Les Echos
27/02/2006

✚ **Pôles de compétitivité : 600 millions de financements demandés**

A l'issue du premier appel à projets lancé par le ministère de l'Industrie, plus de 600 millions ont été sollicités pour le financement des pôles de compétitivité. C'est un groupe de travail interministériel qui statuera dorénavant sur ces demandes.

Les Echos
27/02/2006

✚ **Tourisme : vent de reprise sur l'Île-de-France et la Paca en 2005**

Après deux années médiocres, la fréquentation des hôtels de la région capitale et de la Côte d'Azur est en nette hausse. En revanche, la Bretagne et l'Alsace réalisent une contre-performance.

Les Echos 15/02/2006

✚ **Le Tam-et-Garonne va aménager une méga-zone logistique**

L'Eurocentre de fret au nord de Toulouse éteint quasiment remplit le conseil général et trois communes vont aménager une grande zone logistique de 300 hectares au sud de Montauban.

Les Echos
16/02/2006

✚ **150 millions d'euros pour les PME innovantes**

Un fonds d'investissement technologique a été créé pour soutenir les efforts de recherche des PME. Particularité : il ne finance pas les entreprises, mais les fonds de capital-risque investissant dans les PME innovantes.

Le Nouveau Courrier
02/02/2006

Les Systèmes productifs locaux dans l'ombre des pôles

L'émergence des pôles de compétitivité a bousculé le petit monde des Systèmes productifs locaux. A priori, les deux structures sont complémentaires. Mais sur le terrain, l'inquiétude est palpable. Pour les PME-PMI, il devient urgent de savoir qui fait quoi au risque de les décourager.

L'Usine Nouvelle
23/02/2006

La cession à l'euro symbolique : de l'autorisation à l'interdiction

Utilisé comme un instrument d'une politique visant à favoriser la création d'emploi sur leur territoire, les collectivités territoriales ont longtemps fait application des dispositions de l'article L. 1511-3 du Code général des collectivités territoriales, avec les déboires que certaines ont pu connaître. En effet, les dispositions de cet article admettaient, sous certaines conditions, la cession de terrains nus à l'euro symbolique au bénéfice des entreprises porteuses de création d'emplois.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations
28/02/2006

Aides aux entreprises : délégation aux régions...

Circulaire du 23 janvier 2005 relative à la mise en œuvre des dispositions de l'article 1er de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, concernant la convention Etat-région de délégation des aides suite à l'approbation d'un schéma régional de développement économique (NOR : INTB0600017C; non publiée au JO)

La Quinzaine Juridique
20/02/2006

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

L'aéroport de Toulouse-Blagnac sera saturé en 2030

Le préfet tente d'engager la concertation avec les collectivités locales pour réfléchir à une réserve foncière destinée à une nouvelle plate-forme.

Les Echos

13/02/2006

Suez et Veolia Eau s'associent pour traiter les eaux usées de Budapest

La ville de Budapest vient de confier au consortium composé par Degremont, OTV, Hidépitô du Groupe Vinci et Alterra du Groupe Colas, un contrat portant sur la conception, la construction et l'exploitation, pour une durée de 4 ans, de la plus importante station de dépollution des eaux usées du pays

L'Eau, l'Industrie, Les Nuisances

01/02/2006

Nouveaux contrats pour Veolia Eau en Chine et aux Émirats Arabes Unis

Ce contrat de gestion des services d'assainissement est le tout premier à être confié à un opérateur privé. Il est significatif de l'ouverture des pays du Golfe à la délégation des services d'eau, traditionnellement gérés par l'autorité publique " a précisé Antoine Frérot Directeur Général de Veolia Eau

L'Eau, l'Industrie, Les Nuisances

01/02/2006

La propreté n'a pas de secret pour Groupe Pizzorno Environnement

Le groupe, qui s'est introduit en Bourse en juillet 2005, est le premier prestataire privé du Maroc. Il vient d'y remporter un appel d'offres de 150 millions d'euros

La Tribune
10/02/2006

Séché recycle les déchets en pépites

Depuis 2006, tous les incinérateurs français doivent être aux normes d'émission de gaz polluants. Une réglementation de plus en plus

La Tribune
24/02/2006

La loi sur l'énergie du 13 juillet 2005 et les énergies renouvelables

La loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique de la France du 13 juillet 2005 comporte des dispositions qui changent assez sensiblement l'état du droit applicable aux énergies renouvelables.

AJDA
06/02/2006

Sols pollués : soupçons sur des milliers de sites

Plus de 3 700 lieux sont répertoriés. La loi prévoyant la réhabilitation des sites est jugée trop peu contraignante par les écologistes

Le Figaro
03/02/2006

Envolée des énergies propres

Entre 2002 et 2005, la production d'électricité éolienne a augmenté de 425 %. La hausse des prix du pétrole rend les énergies renouvelables compétitives

La Tribune
02/02/2006

Assainissement, les petites installations à l'épreuve de la performance

Ce document prospectif est le résultat d'une réflexion volontaire d'un groupe d'experts issus de divers organismes soucieux de mettre leurs connaissances au service du domaine de l'assainissement non collectif. Leur objectif, choisi en pleine indépendance, est d'exprimer leur vision de l'évolution de cette forme d'assainissement sur les bases de leurs expériences complémentaires. Cette initiative se déploie dans une situation favorable du fait de progrès techniques. Ces avancées innovantes doivent être considérées comme des solutions complémentaires aux prescriptions de la réglementation actuelle. Dans le contexte d'une sensibilité du citoyen vis-à-vis de l'environnement, de l'intérêt des élus locaux, de la transposition de textes normatifs européens, ce document propose une vision du devenir de l'outil d'assainissement de 20 % des Français.

L'Eau, l'Industrie, Les Nuisances
01/02/2006

Bilan de fonctionnement des filtres à tourbe et perspectives

La gamme de filtres à tourbe PT AQUA répond bien aux besoins actuels en matière d'assainissement décentralisé, particulièrement en réhabilitation individuelle et collective, avec toutes les garanties qu'il convient de proposer au particulier et aux SPANC en charge du contrôle de bon fonctionnement

L'Eau, l'Industrie, Les Nuisances
01/02/2006

La question de l'eau dans le monde devient une urgence

Présent à Davos, le patron du géant suisse de l'eau en bouteille et de l'agroalimentaire a lancé un cri d'alarme face à la raréfaction de l'eau sur notre planète. Il estime que Nestlé et les industriels doivent prendre leurs responsabilités, tout comme les agriculteurs

La Tribune

06/02/2006

✚ Assainissement non collectif : Les micro-stations biologiques arrivent

L'adoption récente de normes européennes ouvre la voie à une révision des prescriptions techniques de l'arrêté du 6 mai 1996. Portés par la reconnaissance européenne, les fabricants de micro-stations d'épuration biologiques, venus du semi-collectif, arrivent en force

L'Agefi

01/02/2006

✚ Veolia renoue avec la croissance

Le groupe de services aux collectivités a dégagé un chiffre d'affaires en hausse de 12,2 % en 2005, tiré par l'international. Il prévoit une croissance de 6 % à 8 % de son activité cette année

La Tribune

06/02/2006

✚ La finance au service du développement durable

Réhabiliter l'entreprise et l'entrepreneur.

Les Echos

17/02/2006

✚ Sécheresse : la chasse aux économies est ouverte

Devant la perspective d'une raréfaction des ressources en eau cet été, le gouvernement prend les devants en incitant les consommateurs, en tête desquels les agriculteurs, à économiser leurs prélèvements.

Les Echos

16/02/2006

✚ Supprimer la réverbération sonore des lieux publics

Archean Technologies propose une plate-forme de traitement du signal sonore permettant de limiter la réverbération dans les bâtiments.

L'Usine Nouvelle

16/02/2006

✚ Droit de l'environnement, comment assurer la sécurité juridique

Appliquer de bonne foi le droit français ne suffit pas, car, en matière d'environnement, le droit communautaire est d'ordre public.

L'Usine Nouvelle

02/02/2006

✚ La forêt donne son énergie aux communes

Les projets "bois énergie" se multiplient dans les Vosges. Dominique Peduzzi, maire de Fresse-sur-Moselle, revient sur son bilan de pionnier, alors que le chantier de Saulxures-sur-Moselotte bat son plein.

Le Moniteur

24/02/2006

✚ Le bon état des eaux, regards croisés en Europe

Colloque du Cercle français de l'eau octobre 2005

Le Moniteur

13/02/2006

**✚ Reconquête des friches industrielles en milieu urbain et développement durable :
Management des contaminations et gestion des sols et déchets**

Le projet européen Rescue a permis de développer et tester une approche holistique de la reconquête durable de friches industrielles urbaines.

Environnement Technique

28/02/2006

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

Compensation financière des transferts de compétences prévue, pour 2006, par la loi relative aux libertés et responsabilités locales

Circulaire du 31 décembre 2005
Le Moniteur
17/02/2006

L'Ile-de-France prend en main les commandes de ses transports

La désignation aujourd'hui des 15 représentants de la région au Syndicat des transports marque la fin d'une crise financière puis politique de plus de huit mois. Il gère quelques 12 millions de déplacements quotidiens.
Les Echos
28/02/2006

Fiscalité locale : les raisons de la hausse en 2006

L'évolution de la fiscalité régionale résulte notamment des choix politiques des nouveaux exécutifs, la plupart de gauche
Le Monde
11/02/2006

Les départements demandent à l'Etat d'arrêter de " charger la barque "

Les présidents de conseil général ont été reçus hier soir par le Premier ministre pour exiger du gouvernement une pause immédiate dans les transferts de compétence, devenus financièrement ingérables pour leurs collectivités.
Les Echos
10/02/2006

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

Les mises en garde de la Cour des comptes

Contrôle, périnatalité, gestion de la prime pour l'emploi, dette publique, politique d'immigration... Dans son rapport annuel, la Cour des comptes pointe les insuffisances des politiques publiques et évalue sévèrement les suites données à ses recommandations.

Le Figaro
23/02/2006

Séguin veut rehausser la stature de la Cour de comptes

Innovation du rapport 2006 publié hier le président de l'institution de contrôle de la gestion publique insiste sur le suivi de ses critiques passées. Pas de révélations croustillantes dans les nouveaux audits, mais le constat est sévère sur l'inefficacité de la prime pour l'emploi. La Cour des comptes veut jouer un rôle d'aiguillon pour la réforme de l'État.

La Tribune
23/02/2006

La sécurité sociale (régime général) en 2003 et 2004, quels sont les vrais déficits ?

Chaque année, les comptes d'ensemble des organismes de la sécurité sociale en France sont publiés par la commission des comptes de la sécurité sociale.

Revue Française de Comptabilité
01/02/2006

PATRIMOINE

Gestion et cession du patrimoine immobilier de l'Etat et des établissements publics

Rapport d'information présenté par M. Georges Tron, député

Le Moniteur

17/02/2006

URBANISME

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

L'inaliénabilité du domaine public : de la nécessité de revoir la règle de l'indisponibilité des dépendances domaniales entre personnes publiques

D'une jurisprudence épars, il apparaît qu'un bien ne peut sortir du domaine public qu'à la condition d'être certes déclassé mais surtout d'être désaffecté. Le principe d'inaliénabilité protège l'affectation des dépendances domaniales et non la simple propriété publique. Mais faut-il en déduire que ce principe a une portée générale et qu'il s'applique aussi bien pour faire échec à une aliénation au profit d'une personne privée que d'une personne publique ?

AJDA

06/02/2006

CORRUPTION

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

Les assureurs mettent à plat leurs relations avec les collectivités locales

Assureurs et associations d'élus se réunissent ce matin au ministère des Collectivités territoriales. Ils aborderont notamment les conditions d'assurance face aux risques d'exception

La Tribune
02/02/2006

Le Conseil de la concurrence

Organisé par l'ordonnance du 1er décembre 1986, le Conseil de la concurrence est l'autorité administrative indépendante qui veille au bon fonctionnement de la concurrence sur les marchés. Il sanctionne les pratiques anticoncurrentielles et peut prononcer de lourdes sanctions financières à rencontre des entreprises en infraction.

Le Moniteur
17/02/2006

Un rapport de l'inspection générale du Centre national de la fonction publique territoriale propose notamment la création d'un mastère professionnel d'action publique territoriale à l'Institut national des études territoriales-INET

L'inspection générale du Centre national de la fonction publique territoriale a été chargée, en février 2005, par le président du CNFPT, l'ancien ministre André ROSSINOT, maire (UMP.rad.) de Nancy, coprésident du Parti radical, d'une mission de réflexion chargée de proposer les principes généraux d'organisation du dispositif de formation des élèves administrateurs territoriaux.

Bulletin Quotidien
27/02/2006

COMPTES DE CAMPAGNE

✚ **Comment un candidat doit-il traiter les immobilisations dans son compte de campagne?**

CE 14 novembre 2005, M. Chaboche, n° 278179.

AJDA

13/02/2006